

MOUVEMENTS

CLÉS POUR L'ACTION POPULAIRE



LE TEMPS DES VACANCES

BOITE À OUTILS : L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DE BRUXELLES, OCCUPATION EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN - LE TEMPS ET L'ARGENT DU TEMPS - NO PAY, NO HOLIDAY. LES VACANCES DE MARIANE, TRAVAILLEUSE DOMESTIQUE - L'ÉTÉ À BRUXELLES, LA GALÈRE DES LIVREURS D'UBER EATS CONTINUE - UN ÉTÉ ANIMÉ DANS LES MAISONS DE VIE FÉMININE - QUAND LE MARKETING TOURISTIQUE ET FESTIF VISITE BRUXELLES - A QUOI SERVENT LES JO ? - CARTES BLANCHES À JAÏDA, MILITANTE PALESTINIENNE DE GAZA ET ALI, MILITANT À LA MAISON DES LIVREURS

ABONNEMENT

Éditeur responsable Céline Caudron
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
info@mocbxl.be
www.mocbxl.be



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be

Mouvements

Pour 4 numéros / an = 15 euros (ou 20 euros tarif de soutien)
Pour 1 numéro = 4 euros (ou 5 euros tarif de soutien)
Sur le compte Ciep BE74 7995 5015 5407
Mention « Mouvements + nom + adresse »

Impression et mise en page CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| BOITE À OUTILS : L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DE BRUXELLES | 7 |
| DOSSIER : LE TEMPS ET L'ARGENT DU TEMPS | 13 |
| DOSSIER : NO PAY, NO HOLIDAY. LES« VACANCES » DE MARIANE, TRAVAILLEUSE DOMESTIQUE | 19 |
| DOSSIER : L'ÉTÉ À BRUXELLES, LA GALÈRE DES LIVREURS D'UBER EATS CONTINUE | 22 |
| DOSSIER : UN ÉTÉ ANIMÉ DANS LES MAISONS DE VIE FÉMININE | 25 |
| DOSSIER : QUAND LE MARKETING TOURISTIQUE ET FESTIF VISITE BRUXELLES | 28 |
| DOSSIER : À QUOI SERVENT LES JO ? | 36 |
| CARTES BLANCHES : JAIDA E.,W MILITANTE PALESTINIENNE ORIGINAIRE DE GAZA | 42 |
| CARTES BLANCHES : ALI OUMAK, TRAVAILLEUR DE PLATEFORME ET MILITANT À LA MAISON DES LIVREURS DE BRUXELLES | 45 |

« Depuis toujours nous aimons les dimanches. Depuis toujours nous aimons nous réveiller sans l'horrible sonnerie du matin qui fait chuter nos rêves et les ampute à vif. Depuis toujours nous aimons lanterner, buller, extravaguer dans un parfait insouci du temps. Depuis toujours nous aimons faire niente, ou juste ce qui nous plaît, comme il nous plaît et quand cela nous plaît. » (Lydie Salvayre)

PAUSE ! POUR TOU.TE.S ?

**Par Céline Caudron,
Secrétaire fédérale,
MOC Bruxelles**

Ca y est : nous sommes officiellement dans la période estivale. Dès les premières semaines de juillet, comme tous les ans, la ville change de rythme. Moins de voitures et moins de bouchons, la Stib en horaires « vacances scolaires », des enfants dans les rues toute la journée, davantage de touristes qu'en temps normal, pour certain.e.s des « horaires d'été » allégés ou des congés payés qui permettent de souffler un peu... Tout a l'air plus calme, plus « chill ». Mais ce n'est qu'une apparence qui, à nouveau, invisibilise les plus précaires qui ne peuvent pas se permettre de temps libre ni d'esprit serein.

Il y a toutes celles et tous ceux pour qui l'été n'est pas un soulagement. Les travailleur.se.s sans emploi, obligé.e.s d'enchaîner les boulots pourris à n'importe quelle période de l'année. Les jeunes qui « jobbent » pour pouvoir s'offrir des études ou un minimum d'autonomie. Les travailleur.se.s des secteurs liés au tourisme qui affrontent le rush de la « haute saison » dans une ville que les politiques publiques veulent rendre attractive, peu importe les dégâts urbanistiques, environnementaux et sociaux de la massification touristique. Les habitant.e.s qui, faute de moyens, ne quittent jamais Bruxelles, sans accès non plus aux activités culturelles ou de loisirs souvent payantes, malgré leurs envies et besoins de « temps pour soi » comme l'expriment les femmes qui fréquentent les maisons de Vie Féminine. Il y a les milliers de travailleur.se.s sans papiers, privé.e.s d'accès au travail légal et des droits qui y sont liés, comme les travailleuses domestiques ou les livreurs, pour qui le stress et la charge de travail s'intensifient souvent pendant l'été.

Le droit aux congés payés, arraché de longues luttes par les générations précédentes, est loin d'être effectif pour tou.te.s. Le « temps libre » est grignoté par sa répartition genrée, des horaires de travail pesants et la charge mentale d'un quotidien sous pressions. Pourtant, la justice sociale et les impératifs écologiques justifient la concrétisation d'une nouvelle réduction collective des temps de travail. Une vraie, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire. Histoire de pouvoir, tou.te.s, travailler moins et vivre

mieux. Mais, comme pour tout le reste, il faudra pour ça reprendre en mains l'offensive sociale et retrouver confiance dans la force collective de notre classe. Pour que l'été, et tout le reste de l'année, nous puissions enfin profiter de la vie qui, malgré tout, est belle et mérite qu'on se batte pour elle.

Dans ce numéro de Mouvements, nous vous proposons, en plus du dossier thématique central, deux nouvelles rubriques. La boîte à outils vous invite à découvrir la façon dont se construit et s'organise concrètement une lutte sociale dans la capitale. Cette fois, direction l'ULB, dont les bâtiments sont occupés en solidarité avec le peuple palestinien. Désormais, nous ouvrons nos pages à des cartes blanches de militant.e.s qui proposent leur regard poétique ou artistique sur nos révoltes ou nos aspirations communes. Ici, Jaïda évoque la nouvelle nakba en Palestine tandis qu'Ali nous parle de la situation des livreurs sans papiers. N'hésitez pas à nous envoyer votre contribution... au cas où l'été vous inspire ;) »

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DE BRUXELLES, OCCUPATION EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

**Visite à l'Université Libre, l'occupation de
soutien à la Palestine à l'ULB.**

Nous sommes début juin à Bruxelles, l'une des premières journées réellement ensoleillées de ce printemps 2024. Rien que pour ça, nous aurions pu écrire un article sur notre climat complètement dérégulé mais ce sera pour une autre fois. Aujourd'hui, nous partons à la rencontre de Clara (nom d'emprunt) sur le campus de l'ULB pour commenter un autre genre d'actualité : la pluie d'obus sur les territoires palestiniens qui, elle aussi, ne s'est que très rarement arrêtée depuis octobre 2023... Nous parlerons des échos du génocide en cours, ici même à Bruxelles où, depuis près d'un mois, des étudiant.e.s issu.e.s d'horizons très divers occupent un bâtiment de l'ULB en solidarité avec la cause palestinienne.

Entretien par Sebastian Daglinckx, chargé de communication au CiepB.

Mouvements: Salut Clara, est-ce que tu peux nous présenter en quelques mots l'occupation et son contexte ?

Clara: Nous avons ouvert une occupation sur le campus de l'ULB, pour visibiliser et appuyer trois revendications principales:

1. La fin de toute collaboration ou partenariat de la part de l'ULB avec des entreprises ou des universités israéliennes, ou qui ont des liens avec Israël ;
2. Une transparence de tous les partenariats de l'ULB ;
3. La suspension de la conférence de Elie Barnavi (historien et ex-ambassadeur israélien en France que l'ULB avait invité à donner une conférence malgré ses positions en faveur d'une intervention armée brutale sur les territoires palestiniens) ;

Nous nous inscrivons dans un mouvement global inspiré par l'occupation de soutien à Gaza lancée à l'université de Columbia aux Etats-Unis. On trouvait que c'était une super bonne idée !

Nous avons déjà fait des manifs, des sit-in (NDLR: action de protestation non-violente consistant à s'asseoir sur la voie publique) mais personne ne nous écoutait... Alors, nous avons décidé de durcir la lutte en occupant un bâtiment !

En plus, ça nous donne accès à une infrastructure de dingue ! Il y a de la place pour faire dormir tellement de personnes,

avec de l'électricité, une salle d'étude, ... C'était important pour nous de faire venir le plus possible de gens, et notamment des étudiant.e.s.

Mouvements: Quel a été le travail en amont de l'occupation ?

Clara: Nous avons organisé des assemblées générales avant d'occuper... c'était un peu le bordel ! Il y avait beaucoup de gens de gauche, mais de tendances très différentes. Ensemble, nous sommes arrivé.e.s à un consensus sur comment nous organiser. Nous avons lancé des groupes de travail (GT) différents: sécurité, recherche de bâtiment, revendications, communication, etc. Ca a pris une semaine. Nous voulions être rapides pour ne pas perdre le momentum du mouvement.

Mouvements: Quel est votre quotidien dans l'occupation ?

Clara: Le matin, les gens ont souvent un peu du mal à se réveiller parce que, le soir, beaucoup de choses se passent. Nous essayons d'organiser des activités, il y a même un cours de yoga. Et puis, vers midi, nous commençons à réveiller les gens parce que, à 12h30, il y a l'assemblée générale. C'est à ce moment-là que les GT reviennent avec leurs propositions puisque c'est l'AG qui est souveraine pour prendre les décisions. Ensuite, des conférences sont organisées, les GT font leurs réunions, on prépare la nourriture pour tout le monde, ... Le soir, beaucoup

de gens se rassemblent. Un peu avant de fermer les portes, entre minuit et 9h du matin, on organise une assemblée pour expliquer quelles sont les règles à l'intérieur, pour que les gens prennent les shifts (roulements) de sécurité, etc.

Bon, ça, c'est juste les jours où il n'y a pas de manif. Parce que, sinon, sauf un petit noyau de personnes qui gardent le « fort » (l'occupation), toute le monde rejoint la manif. Quand on revient, on est juste tou.te.s défoncé.e.s parce qu'on se fait souvent maltraiter par les flics... Alors, après ça, on passe une soirée au calme, on va sur la terrasse, on se prend des moments plus conviviaux.

Mouvements: Qu'est-ce que ça vous apporte de vivre ensemble ici à l'occupation ? Est-ce que ça vous aide à penser de nouvelles perspectives de lutte, à faire avancer vos idées ?

Clara: Oui, c'est clair ! Il y a ici des courants politiques très différents et c'est pas toujours évident. Mais, après nos débats, quand une décision émerge, c'est la vision de tout le monde.

Les tendances plus autonomes, ou les gens qui ont l'habitude d'aller en manif vont apprendre aux autres comment se protéger. Les personnes racisées vont expliquer leur vécu et le fait que les répercussions (de la répression) vont tomber

« C'EST POUR ÇA QUE NOUS SOMMES ENCORE ICI, PARCE QU'IL EST HORS DE QUESTION QU'ON OPPRESSE ENCORE LE PEUPLE PALESTINIEN. »

plutôt sur elles que sur les blancs... Plein de choses comme ça... On échange à propos des révolutions qui ont lieu dans plein d'autres pays et on se rend compte qu'on

est fort euro-centré.e.s. Il y a aussi des camarades juif.ve.s qui nous ont expliqué comment des mouvements révolutionnaires se sont battus jusqu'à la mort pendant la Shoa. Ca nous rap-

pelle que, en Palestine non plus, les gens ne font pas que subir, iels sont en lutte. Ca nous aide à déconstruire nos pensées, racistes, sexistes, etc. C'est très enrichissant !

Mouvements: Comment ça se passe avec la direction de l'ULB ?

Clara: Les négociations avec Annemie Schaus (rectrice de l'ULB) étaient catastrophiques... Un dialogue de sourds. Par exemple, elle prétendait que tout partenariat était coupé avec Thales (société active dans la « défense » qui participe à la fabrication de drones, de systèmes de cyber-sécurité et d'armement utilisés par l'Etat d'Israël). Pourtant, sur le site internet de l'ULB, des postes vacants étaient encore proposés pour des stages chez Thales. Finalement, les autorités de l'ULB ont décidé de convoquer un conseil académique où ils ont décidé de « suspendre » les partenariats avec les universités israéliennes. Mais les Palestinien.ne.s ont été placé.e.s sur le même pied puisque les

partenariats avec les universités palestiniennes ont aussi été suspendus. Ça a choqué beaucoup de personnes, même des gens qui n'étaient pas forcément de notre côté. C'est comme les deux parties étaient à égalité. C'est pour ça que nous sommes encore ici, parce qu'il est hors de question qu'on oppresse encore le peuple palestinien. C'est scandaleux ! J'ai l'impression qu'ils veulent vraiment qu'on maintienne l'occupation ! [rires]

Nous resterons ici jusqu'à ce que toutes nos revendications soient acquises. Ils ne s'imaginent pas avoir pas la résilience que nous avons ici ! Il y a beaucoup de profs de notre côté, des étudiant.e.s, des technicien.ne.s de surface, etc. Nous ne sommes pas du tout isolé.e.s à l'ULB.

Mouvements: Tu pourrais me parler un peu plus de la répression qu'a connu le mouvement de solidarité avec la Palestine ces derniers mois ?

Clara: La première semaine de l'occupation, il y a eu beaucoup de provocations de la part d'un cercle étudiant de l'université qui tentait de provoquer un conflit. Ça a créé de la tension... Ils nous ont diffamés

en long et en large et la presse ne relayait que leurs déclarations, en nous traitant d'antisémites, alors que nous avons toujours été très fermes sur la tolérance zéro

envers toutes les formes de racisme et d'oppression. La rectrice a aussi envoyé une communication par mail à tout l'ULB pour nous discréditer en nous traitant de radicaux (dans un sens péjoratif). Ça nous a mis encore plus en danger. Quelqu'un qui ne nous aimait pas a mis le feu à une poubelle dans le bâtiment. Un autre jour, vers 5h du matin, quelqu'un a tiré un feu d'artifice contre le bâtiment, ça a réveillé tout le monde, on aurait dit des coups de feu ! Mais le pire, c'est que la rectrice prétend se soucier de notre sécurité, alors qu'elle n'en a rien à faire puisqu'elle diffuse à toute l'université des accusations diffamatoires envers nous. Elle a choisi son camp !

Et puis en manif, bon... Dernièrement, à Uccle, le bourgmestre Boris Dillies a fait intervenir la police violemment. Des organisations comme Amnesty International et la Ligue des Droits Humains ont dénoncé

cette répression honteuse. On ne s'y attendaient tellement pas ... une camarade a pris des coups de matraque et a fini avec sept points de suture au crâne. Une autre va probablement garder des problèmes importants de sensibilité à la lumière parce qu'elle a reçu un jet de canon à eau directement dans l'œil, alors qu'ils sont censés ne pas viser les visages...! Sinon, pour la plupart des gens,

« LA RECTRICE PRÉTEND SE SOUCIER DE NOTRE SÉCURITÉ, ALORS QU'ELLE N'EN A RIEN À FAIRE PUISQU'ELLE DIFFUSE À TOUTE L'UNIVERSITÉ DES ACCUSATIONS DIFFAMATOIRES ENVERS NOUS. ELLE A CHOISI SON CAMP ! »

sibilité à la lumière parce qu'elle a reçu un jet de canon à eau directement dans l'œil, alors qu'ils sont censés ne pas viser les visages...! Sinon, pour la plupart des gens,

c'est surtout des problèmes au niveau des yeux à cause des lacrymos, certain.e.s ont fini à l'hôpital parce qu'iels ne voyaient plus rien. Et puis les coups de matraque ... Nous avons tou.te.s des bleus partout...

Mouvements: L'occupation permet aussi d'avoir un espace pour prendre soin des gens après ce genre de répression, non ?

Clara: Oui, il y a toujours des membres de l'équipe qui vont en manif et d'autres qui restent là. Quand on revient à l'occupation, c'est très touchant : nous sommes accueilli.e.s avec des bouteilles d'eau, du sérum physiologique (utilisé pour apaiser les brûlures des gaz lacrymogènes), on reçoit à manger, du thé, ... En plus, on invite tout le monde à revenir avec nous, pas juste les gens de l'occupation. Donc, oui, c'est vraiment un espace d'accueil ouvert et solidaire qui donne aussi un sentiment de sécurité.

Moi, je fais partie du GT care (soin), nous intervenons pendant les manif et nous sommes les pharmacienn.e.s à l'occupation. On tient aussi des permanences après les AG pour que les gens viennent parler si iels en ont besoin.

Les moments de convivialité, tou.te.s ensemble, surtout le soir, sont aussi très importants. On s'amuse un peu, il y a de la place pour ça. On avait organisé une jam il y a quelques semaines et un tournoi de foot aussi...

Mouvements: Un mot pour la fin ?

Clara: J'aime bien pointer le fait que c'est une occupation pour la Palestine, mais ça n'empêche pas qu'on soit aussi dans la convergence des luttes. Autour de la Pride, nous avons montré le pink washing d'Israël. Nous avons aussi organisé des conférences sur l'histoire des peuples kurdes, arméniens... On est en constante remise en question de plein de choses, dans le respect et la compréhension de toutes les personnes. Nous faisons à manger sans viande pour que tout le monde puisse manger. On a créé la salle calme pour que les gens puissent se poser. On a aussi un espace de prière multiconfessionnel... C'est important pour moi que des gens puissent venir ici pour se dire « une société, ça peut ressembler à ça ! ».

« C'EST IMPORTANT POUR MOI QUE DES GENS PUISSENT VENIR ICI POUR SE DIRE « UNE SOCIÉTÉ, ÇA PEUT RESSEMBLER À ÇA ! »



UNIF POPULAIRE
DE BRUXELLES
BATIMENT
WAJID DAQQA

GLORY TO
THE MARCH

ACADEMIC BOYCOTT

UNIVERSITE
INSTITUT D'EDUCATION
SUPERIEURE

STOP GENOCIDE
FREE PALESTINE

STOP

ALWAYS

WE VALUE

LE TEMPS ET L'ARGENT DU TEMPS

**Par Felipe Van Keirsbilck,
secrétaire général de la CNE**

Le temps, dit l'expression courante, c'est de l'argent. Il y a pourtant une grande différence. Quant à l'argent, il y a d'énormes différences entre les citoyens (et citoyennes) de notre petit pays. Les super riches (1% supérieur) possèdent à eux seuls un tiers des actifs financiers – mais pour beaucoup de familles, leur patrimoine net est négatif ... Pour ce qui est du temps, c'est a priori l'égalité totale: chaque fois que le soleil se lève, chaque belge, du plus pauvre au plus riche, dispose de 24 heures jusqu'au matin suivant... Egalité, vraiment ? Avons-nous assez de temps ? De temps libre ? Le bon temps est-il bien réparti ? C'est sans doute une des questions les plus fondamentales qui soit ; mais, pour en parler sérieusement, il faut quand même commencer par un détour du côté de l'argent

Trop d'argent, pas assez de temps

L'argent, les richesses produites par un pays, on les mesure par le PIB, le produit intérieur brut. Chacun sait cela, et chacun croit savoir qu'il faut que ce PIB augmente toujours : ce qu'on appelle la croissance. Mais qui a réellement pris le temps de savoir ce qu'il y a dans ce PIB, ce qui n'y est pas ? De savoir à combien il s'élève dans notre pays, et pourquoi il devrait croître sans cesse ?

Les journaux et les commentateurs économiques parlent toujours du taux de croissance de ce PIB. Rarement des montants, peut-être parce que parler en centaines de milliard jette tout le monde dans la confusion. Mais si on regarde le montant par habitant les chiffres deviennent plus clairs : en 2024, nous allons dépasser le cap des 50.000 € de richesse monétaire produite par habitant. Bravo les gars, et merci. Cela signifie que si ces richesses étaient simplement distribuées à tout le monde, chaque personne vivant en Belgique, depuis le nourrisson jusqu'à l'ancêtre, recevrait 50.000 € par an. Pour une famille de 4 cela ferait un revenu d'environ 17.000 € par mois. Évidemment ce raisonnement est simpliste : une partie des richesses, et de préférence une partie importante, doit financer les fonctions

collectives : services publics, routes et trains, santé école etc. Et une partie doit aussi servir à reconstituer les équipements de production. Mais supposons même que les deux tiers des richesses servent aux fonctions collectives, cela laisserait un revenu de 6.000 € net par mois pour une famille de deux adultes et deux enfants. On en est loin ! D'une part parce qu'une grande partie des richesses échappe complètement à la communauté nationale : des dizaines de milliards d'euros de bénéfices distribués à l'étroite minorités des grands actionnaires, des dizaines de milliards partant dans la fraude fiscale, etc. D'autre part parce que les revenus du travail sont très inégalement distribués.

Néanmoins ce chiffre de 50.000 € par habitant et par an mérite d'être retenu. Il existe une large convergence d'études internationales sur le lien entre richesse monétaire et bien-être de la population¹ : il en ressort comme une évidence que la croissance de ce PIB par habitant est très utile, la qualité de vie augmente très sensiblement, quand il passe de 1.000 à 2.000 ou de 8.000 à 10.000 ... mais qu'il existe un plafond (autour de 20.000 €/personne/an) à partir duquel le décrochage est total entre augmentation du PIB et amélioration de la vie des

**« IL FAUT DONC COMMENCER
PAR REJETER L'ÉVIDENCE
FAUSSE QUI VOUDRAIT QUE
NOUS AVONS BESOIN DE
DAVANTAGE DE CROISSANCE OU
DE RICHESSES MONÉTAIRE DANS
NOTRE PAYS. »**

gens. Avec 50.000 € par habitant, nous sommes à plus du double de ce plafond. Il faut donc commencer par rejeter l'évidence fautive qui voudrait que nous avons besoin de davantage de croissance ou de richesses monétaire dans notre pays. Oui bien sûr une grande partie des Belges vivent dans la précarité voire la pauvreté, mais la solution à ce scandale ne passe pas par la croissance d'un PIB déjà obèse. Chacun et chacune peut d'ailleurs faire l'analogie en pensant à son ménage : passer d'un revenu mensuel de 1.000 à 1.500 € est un progrès important en terme de qualité de vie ; idem si on peut passer de 2.500 à 3.000, etc. Mais passer de 20.000 à 25.000 € par mois, voire de 100.000 à 150.000€ n'apporte évidemment plus aucune amélioration de la vie réelle.

Moins d'heures dans la semaine, mais plus de secondes dans la minute ...

Alors pourquoi l'obsession des économistes, des patrons et des politiques pour pousser toujours plus l'activité, le travail, et la croissance ? Par le passé, jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, la croissance a effectivement servi un triple objectif : répondre à la croissance démographique (plus il y a de bouches à nourrir, plus grand doit être le gâteau); équiper correctement les ménages (en 1950, la majorité des familles belges n'a pas de salle de bains...), et ... accumuler des profits. Depuis deux générations au moins, la croissance démographique en Europe de l'Ouest est négligeable et, en moyenne, les ménages sont plutôt

suréquipés : la croissance ne sert plus qu'au troisième objectif : accumuler toujours davantage de profits.

Cette croissance, nos adversaires en ont besoin. Nous, non. Elle s'est longtemps expliquée surtout par l'évolution fantastique de la productivité du travail. Pour rappel, cette notion mesure la quantité moyenne de richesses produite en 1h de travail. Entre les débuts du capitalisme et les années 60, cette productivité a explosé grâce à la mécanisation et à l'automatisation. Il est évident qu'un bulldozer permet de faire en une heure 100 ou 1000 fois plus de travail qu'une pelle et une brouette. Chacun.e peut imaginer l'exemple semblable dans son secteur. À partir des années 80, l'augmentation de la productivité a continué, quoique plus lentement, mais elle s'est surtout réalisée par l'intensification du travail humain. Une grande partie des secteurs était déjà très largement automatisés, et c'est en faisant travailler les gens plus vite, sans répit, qu'on a pu continuer à leur faire produire plus. Beaucoup peuvent expérimenter ça – et les statistiques de burn-out, d'épuisement ou de troubles musculosquelettiques en sont le symptôme.

Comme il y a une limite à tout, même au nombre de secondes de profit qu'on peut serrer dans une minute de travail, la lutte pour la productivité a d'ailleurs largement été abandonnée au profit d'un nouvel objectif : la compétitivité. Merci de prêter attention au fait que ces deux concepts sont absolument différents. En mesurant la quantité de richesse produite par une

heure de travail, la productivité offrait au mouvement ouvrier deux possibilités différentes : augmenter le salaire, ou diminuer le nombre d'heures par semaine pour obtenir le même salaire. Historiquement ces deux chemins ont été empruntés tour à tour. La compétitivité mesure tout autre chose : le coût en salaire d'un produit donné. Augmenter la compétitivité, c'est presque toujours diminuer les salaires. C'est ainsi qu'un enfant qui coud à la main des ballons de football au Bangladesh peut être plus compétitif que les travailleurs d'une usine super moderne qui les fabrique 100 fois plus vite : il suffit qu'il soit payé 200 fois moins cher.

De tous les produits toxiques du capitalisme ...

La fuite en avant dans la croissance et le surtravail, et les inégalités vertigineuses, ont aussi une autre conséquence : les très riches polluent énormément plus que la moyenne des belges –et il en est ainsi partout dans le monde, et entre les pays. Et ces pauvres ultra-riches sont frappés d'une terrible malédiction : quels que soient leurs efforts (même sincères) pour polluer moins, ça rate toujours. Si je mets 60 panneaux photovoltaïques sur le toit de ma villa et qu'à terme j'économise plein de fric en facture d'électricité, je ne vais pas brûler tout ce bel argent. Ni le donner à la Sécu ! Je vais faire d'autres dépenses : pourquoi pas un tour du

monde bien mérité ? Mais ces dépenses emportent presque toujours avec elles de nouvelles pollutions. Ce qu'on appelle « l'effet rebond » et qui, de façon un peu schématique, établit un lien irrémédiable entre hauteur du revenu et émission de gaz à effet de serre.

L'accroissement infini des richesses monétaires, qui n'est pas un remède à la pauvreté, est donc mécaniquement une accélération de la catastrophe écologique en cours. Et puisque

« AUGMENTER LA COMPÉTITIVITÉ, C'EST PRESQUE TOUJOURS DIMINUER LES SALAIRES. »

chaque million de profit nouveau exige d'accumuler des profits nouveaux, on peut donc dire que parmi les nombreux produits toxiques du capitalisme (amiante, PFAS, Roundup ...) il y en a un qui se distingue comme le plus toxique des toxiques : c'est le profit.

Travailler moins pour vivre bien

On pourrait développer longuement ces réflexions. Dans un bref article comme celui-ci, elles suffisent à établir quelques priorités essentielles pour la classe travailleuse et pour l'écologie. Le temps est notre bien le plus précieux –le seul que nous regretterons vraiment sur notre lit de mort. Mais il est colonisé par la voracité du profit, pour produire des richesses monétaires qui ne résoudront pas nos problèmes essentiels, au prix d'un travail qui rend malade (et tue parfois) et nous

vole nos meilleures heures et nos meilleures années.

Travailler moins (et bien souvent : consommer moins) est possible et vital. Cela ne résoudra pas tous les problèmes d'un coup, mais il est difficile d'imaginer un seul problème important qui ne serait pas en grande partie facilité par une réduction collective du temps de travail sans perte de revenus. On laisse au lecteur, à titre d'exercice, la démonstration du fait que l'oppression des femmes par le système patriarcal, par exemple, serait largement diminuée en passant à 32 heures en 4 jours.

Passer à 4 jours par semaine, à 5 ou 6 semaines de congés par an, à une fin de carrière progressive entre 55 et 65 ans serait positif pour tout et tout le monde. Il y a une raison de ne pas le faire. Une seule. C'est que les très riches et les ultra riches y perdraient une grande partie de leurs privilèges. Donc ils ne voudront pas. Il nous reste donc à renoncer à ce monde meilleur.

Ou alors à leur demander avec un mot gentil ? Laissons, comme il faudrait toujours faire, la conclusion au poète :

Devant la porte de l'usine

le travailleur soudain s'arrête :

le beau temps l'a tiré par la veste.

Et comme il se retourne

et regarde le soleil,

tout rouge tout rond,

souriant dans son ciel de plomb,

il cligne de l'œil

familièrement

« Dis donc, camarade Soleil

tu ne trouves pas que c'est plutôt con

de donner une journée pareille

à un patron ? »

(J Prévert – le temps perdu)

1944, 1954, 1974

Tout le monde connaît la date de la naissance de la Sécu ; un accord (refusé par les patrons mais quand même imposé ensuite) à la fin de la guerre, en 44.

Qui connaît le Pacte sur la productivité né 10 ans plus tard ? Par ce pacte, les syndicats belges acceptaient de coopérer à la croissance de la productivité, à condition que le surcroît de richesses produite aille vers la baisse du temps de travail ou l'augmentation des salaires.

Le temps de travail sera effectivement réduit (en 20 ans, passage du maximum

légal de 48 à 40 h par semaine, passage de 1 à 4 semaines de congés payés.

Les salaires vont tripler en 30 ans, et la part socialisée de ces salaires (autrement dit : la Sécu) tripler dans cette masse – autrement dit faire quasiment x 9. La barbarie capitaliste de Zola et Dickens semblait reculer, et on pouvait oublier le libéralisme économique, déjà mort en 1914 et re-mort en 1929.

Entre 1974 et 1981, la bourgeoisie mondiale s'aperçoit que ce « pacte » ne lui est plus profitable et organise la contre révolution néo-libérale : le temps de travail ne diminue quasi plus, la part des salaires dans le PIB diminue de quasi 10%. Ce

n'est pas la résurrection du libéralisme économique, éphémère cauchemar du 19ème siècle. C'est un autoritarisme qui met la force publique au service de la croissance et du profit. En matière de « libertés » on lui doit entre autres la loi de blocage des salaires (qui interdit de négocier) et les cordons de robocops protégeant les camions de Delhaize contre les delhaiziens...

- 1 Que ce bien-être soit évalué subjectivement par des déclarations (bien-être ressenti) ou qu'il soit estimé via des indicateurs chiffrés (espérance de vie, scolarisation des filles, mortalité infantile ...)



Photo : Terrassiers du metro parisen, 1913

NO PAY, NO HOLIDAYS. LES « VACANCES » DE MARIANE, TRAVAILLEUSE DOMESTIQUE

Entretien par Magali Verdier
Animatrice CiepB

5 juillet, dernier jour d'école pour les bambins. Ils vont pouvoir de se reposer et faire des châteaux de sable au bord de la mer. Dernier jour de travail pour les parents qui vont enfin pouvoir mettre leur stress de côté, prendre un bon bol d'air et siroter des cocktails avec leurs amis dans des bars chics. Youpi, les vacances commencent ! Toutes ces familles des quartiers riches de Bruxelles et leurs environs rouleront dans leur grande voiture pour passer des vacances dans leurs villas : quel bonheur ! Le coffre sera plein à craquer de valises, VTT et planches de surf accrochés au capot. Mais, heureusement, la « nounou » fait aussi partie du voyage et gère les enfants qui se disputent dans la voiture pour le paquet de chips. Elle change également le linge du bébé à la station-service. Monsieur et Madame pourront ainsi conduire aisément et admirer les paysages le long des autoroutes. Un petit coup de stress pour la « nounou » lors du passage de la frontière ; la douane volante pourrait chercher vérifier l'identité des passagers. Ouf, le passage est libre. La nounou sera là au quotidien pour décharger ses patrons de tout stress. Ce récit est celui de tant de travailleuses domestiques au service de familles riches. Chaque été, pour survivre, elles suivent leur patron en vacances ou restent à Bruxelles pour garder leur maison. Comme scandent les militantes de la Ligue des travailleuses domestiques sans papiers : « No pay, no work ; No pay, no holidays ». Mouvements a rencontré Mariane, travailleuse domestique philippine qui nous raconte « ses vacances ».

Mouvements : Pourrais-tu nous raconter comment cela se passe pour toi quand tes patrons partent en vacances ?

Mariane : Ma patronne travaille avec le gouvernement bruxellois. Tous les étés, je pars avec elle et son mari entre trois et quatre semaines. Ils vont en Suisse, près de Genève, où ils ont une maison de vacances. Ils y vont aussi l'hiver pour skier. Je suis vraiment en colère car ce sont les vacances pour tout le monde, sauf pour moi. Je vis avec eux pendant toutes les vacances, je dois nettoyer toute la maison, m'occuper du linge, nettoyer et repasser, m'occuper des trois enfants qui ont 9 mois, 2 ans et 5 ans. Si je ne m'occupais pas d'eux, ce serait le chaos parce qu'ils sont trop petits.

Pendant toute l'année, vacances comprises, je me réveille chaque jour à 7h du matin, je prépare la table pour le déjeuner, puis je réveille les enfants, je les habille et les fais manger et range la table. Puis, je les emmène dehors en promenade. Pendant que je travaille, mes patrons vont se promener, faire des courses à Genève ou visiter Zurich. À 11h, je commence à préparer le repas de midi. Après, je débarasse la table fais la vaisselle et puis je m'occupe à nouveau des enfants jusqu'à 14h. Je les mets à la sieste et leur prépare le goûter avant de leur donner le bain vers 18h pour les faire souper à 19h. Souvent, le soir, mes patrons sortent

« PARFOIS, JE NE SAVAIS PLUS COMMENT GÉRER MON TEMPS POUR ARRIVER À TOUT FAIRE... »

et je dois mettre les enfants au lit à 20h. Je leur lis des histoires. Après, je finis le repassage et je vais me coucher vers 23h du soir.

Mouvements : Est-ce que tu as des moments pour toi dans cette journée bien chargée ?

Mariane : J'ai quand même le dimanche après-midi de congé. Mais je ne sais pas où aller, je ne connais personne là-bas. En plus, je n'ai pas de voiture ni de permis de conduire. Je ne peux aller nulle part, c'est dans la montagne. Je me sens piégée. Alors, je reste à la maison. Et, comme j'habite avec eux, ce ne sont pas vraiment des congés ; les enfants viennent frapper à ma porte pour jouer et je ne peux pas refuser puisque, de toute façon, je suis là.

Mouvements : Tu as travaillé pour d'autres employeurs qui ne t'emmenaient pas avec eux. Comment ça se passait dans ce cas ?

Mariane : J'avais un autre employeur qui partait deux mois chaque été un peu partout dans le monde, je faisais du « house sitting » chez eux à Uccle, jour et nuit. Le jour, je m'occupais des animaux, les chats et les chiens, et je faisais le grand nettoyage de l'été. Même absents, ils étaient constamment derrière mon dos, me téléphonant sans cesse pour me demander ce que je faisais. Je devais payer moi-même ma nourriture sur

ma paie de 1200 euros, alors que je devais continuer à payer un loyer de 700 euros plus 150 de charges pour mon appartement que j'occupais le reste de l'année. Avec ce qu'il reste, je devais me débrouiller aussi pour envoyer un peu d'argent à mes deux enfants et payer leurs études.

En principe, je devais commencer vers 10h et finir à 18h. Mais, en fait, c'était plus que ça parce que je devais rentrer les animaux pour la nuit. Comme ils jouaient dans le parc, je devais parfois leur courir après jusque 23h ou minuit pour les faire rentrer, surtout un des chats qui n'obéissait pas. En plus du nettoyage et du gardiennage d'animaux, je devais aussi réparer les meubles, faire de la peinture, etc. Pourtant, c'est un travail pour des professionnels, je n'ai pas d'expérience

là-dedans. Parfois, je ne savais plus comment gérer mon temps pour arriver à tout faire....

Je ne pouvais jamais me reposer car il y a des caméras dans chaque coin des pièces, ils pouvaient surveiller tous mes mouvements à chaque seconde. Normalement, je devais avoir une pause de midi de 1 h mais, en fait, je ne prenais que 20 minutes. Je n'avais pas droit non plus à recevoir la visite d'ami.e.s. J'étais piégée 24h sur 24h, seule avec ces animaux. Ça me déprimait. Ce n'est pas comme aux Philippines où, avec ma famille, nous avons une ferme avec des animaux. Là-bas, je peux sortir et aller en ville. Mais, pour mes enfants, je n'ai pas d'autre choix que de rester ici en Belgique à faire ce travail.



Crédits : Chloe Liradelfo

L'ÉTÉ À BRUXELLES, LA GALÈRE DES LIVREURS D'UBER EATS CONTINUE

Entretien par **Camile Peteers**
Animateur du CiepB

Sacs sur le dos, assis ou debout devant les restaurants des grandes chaînes, les livreurs d'Uber Eats et Deliveroo sont de plus en plus nombreux à Bruxelles. Malgré la précarité et des conditions de travail difficiles, ils seront présents cet été. La difficulté de leur travail, accentuée par la chaleur, ne les empêchera pas de continuer à livrer pendant la période estivale. Mouvements est allé à leur rencontre pour parler de l'été vu par un livreur.

Mouvements : peux-tu te présenter brièvement ?

Ali : Je m'appelle Ali. J'ai 23 ans et je suis livreurs sur l'application Uber Eats depuis maintenant deux ans, ici à Bruxelles. J'ai participé à la grève des livreurs le 30 avril et le 1er mai pour une amélioration du prix des courses et contre les déconnexions abusives.

Mouvements : L'été approche. Pour les livreurs, comment se passe cette période de l'année ?

Ali : L'été, c'est toujours très particulier de travailler à Bruxelles. On se retrouve devant les restaurants et on attend, nous discutons entre livreurs. Il y a beaucoup de clients qui partent en vacances à l'étranger pour passer du bon temps ou aller voir la famille. Nous, on reste ici. Ce n'est pas une question de choix. Je n'ai plus vu mes parents depuis trois ans et ils me manquent. Peut-être que, dans le futur, je pourrai les revoir. Mais pas maintenant.

Mouvements : Quand est-ce que tu pourras aller les revoir ? (ndlr : À ce moment, je sens une gêne dans la voix d'Ali qui me raconte sa vie, sa complexité et sa précarité. Il ne peut tout simplement pas retourner chez lui. Sa

situation ne le permet pas. Il ne veut pas tomber dans le misérabilisme car, lui, il travaille).

Ali : Tu sais, la semaine dernière j'ai travaillé 70 heures. Cet été, il va falloir encore plus travailler. Il y a plusieurs explications à cela mais, la plus importante, c'est qu'il y a moins de commandes quand il fait beau. Comme nous sommes payés à la commande (ndlr : les livreurs d'Uber Eats sont payés 4,42€ la course), ça veut dire qu'il va falloir être encore plus connecté à l'application pour obtenir le même nombre de course. C'est à cause de la météo mais aussi des gens qui partent en vacances. Dans la zone dans laquelle je livre, l'été dernier, il n'y avait plus personne dans

**« ON TRAVAILLE ICI, ON VIT ICI
MAIS ON N'A PAS LES MÊMES
DROITS QUE LES GENS D'ICI.
UBER L'A BIEN COMPRIS ET NOUS
DONNE LE MINIMUM POUR
QU'ON PUISSE SURVIVRE. »**

les rues et dans les grandes villas, c'était devenu un quartier fantôme. (ndlr : Ali livre dans les quartier sud de Bruxelles, où se trouvent de belles villas et le plus de com-

mandes). En plus de ça, j'ai l'impression que nous sommes plus nombreux à livrer l'été, comme si les gens qui n'ont pas de vacances venait livrer pendant l'été. Il y a des étudiants mais aussi d'autres gens qui travaillent pendant l'année et qui ont besoin de gagner un peu d'argent pendant l'été. Mais, s'il y a plus de livreurs, il y a moins de commandes pour chacun, c'est mathématique.

Mouvements : en tant que travailleur au service d'une entreprise, tu devrais avoir droit à des congés payés. Tu peux nous expliquer pourquoi les livreurs n'ont pas ce droit ?

Ali : Ce droit, ce n'est pas pour les travailleurs migrants. Nous n'avons pas accès au travail légal, pas de contrat de travail, ce qui veut dire pas de cotisations sociales, pas de congés payés. On travaille ici, on vit ici mais on n'a pas les mêmes droits que les gens d'ici. Uber l'a bien compris et nous donne le minimum pour qu'on puisse survivre. Les congés payés ne font pas partie de ce minimum à leurs yeux. Quand on travaille pour Uber

Eats, on n'a pas de congés payés. Nous le savions avant de commencer à livrer. Mais, le problème, c'est qu'il n'y a pas d'autre travail pour nous ici. L'année dernière, j'ai travaillé dans la construction et c'était exactement pareil. Nous n'avons pas d'alternative. Je passe ma vie à livrer, quand je me réveille je mange et je pars livrer. Je reviens à 15h chez moi jusqu'à 18h pour recharger les batteries de mon vélo puis je repars travailler jusqu'à minuit. Et, le lendemain, je recommence. Je travaille du lundi au dimanche car je sais qu'il n'y a personne pour m'aider à remplir le frigo ou payer le loyer. Même si je voulais chercher un autre travail, je n'aurais tout simplement pas le temps.



Photo : Grève de 200 livreurs de UberEats les 30 avril et 1er mai 2024

UN ÉTÉ ANIMÉ DANS LES MAISONS DE VIE FÉMININE

**Par Blerime Muca et Amani Mezidi
Animatrices Vie Féminine à l'espace couleurs
femmes de Jette et à la maison mosaïque
de Molenbeek.**

L'été n'est pas synonyme de vacances pour tout le monde. En région bruxelloise, de nombreuses femmes de milieux populaires ne quittent pas la ville en juillet-août mais sont désireuses de changer un peu d'air. Vie Féminine leur propose ainsi diverses activités à Jette, Molenbeek et Laeken.

Au cours de l'année, quand les femmes parlent des vacances, on se rend compte que la majorité d'entre elles ne prennent pas de pause. C'est surtout par manque de moyen. Même si elles ne quittent pas le pays, elles ne peuvent pas non plus accéder à des activités culturelles ou de loisir qui sont payantes, c'est un gros frein pour elles. De là est venue l'idée de proposer en juillet-août des activités gratuites qui les intéressent et qui leur permettent de souffler un peu.

« MÊME SI ELLES NE QUITTENT PAS LE PAYS, ELLES NE PEUVENT PAS NON PLUS ACCÉDER À DES ACTIVITÉS CULTURELLES OU DE LOISIR QUI SONT PAYANTES, C'EST UN GROS FREIN POUR ELLES. »

Souvent, nous continuons ce que les femmes font déjà chez nous pendant l'année. À Jette, nous avons par exemple la danse libre et le chant, un atelier de chansons féministes, qui en crée de nouvelles ou qui rend féministes les paroles de chansons connues. En plus de permettre de se retrouver dans une chouette ambiance, ça aide aussi à développer la confiance en soi et à exprimer ce qu'on ressent, en essayant de faire des liens avec les enjeux féministes qu'on travaille tout au long de l'année. Nous avons un atelier broderie, généralement autour d'une thématique féministe. L'année dernière par exemple, elles ont fabriqué une banderole « Stop féminicide ». Et il y a toujours le café des femmes, tous les mardis entre 8h et 11h. C'est un rendez-vous auquel les femmes tiennent beaucoup. On peut y entrer librement, même si on n'a pas envie de faire

quelque chose ou de parler. C'est devenu un endroit stratégique pour les femmes de Jette. Beaucoup d'idées d'activités naissent de là.

En été, les ateliers de gym se donnent dans le parc quand le temps le permet, ça permet de s'aérer mais aussi de se réapproprier l'espace public. Idem pour le groupe marche

rapide, qui peut faire des ballades jusqu'à 10km. Depuis plusieurs années, nous avons développé un atelier vélo. Ca reste une activité phare de l'été. C'est agréable de faire des ballades quand la ville est plus calme. Il y a différents niveaux, c'est intéressant pour toucher toutes les femmes et, collectivement, dépasser ses craintes et reprendre possession de la ville.

Les femmes expriment souvent leur envie de partir en excursion, à la mer notamment. Mais le train coûte trop cher. Alors, nous organisons ce qui reste dans nos moyens, des sorties en tram, en profitant aussi des collaborations avec l'asbl Article 27 qui permet d'accéder à des activités culturelles pour un coût modique. Nous sommes ainsi allées au musée de Tervueren. Simplement prendre le tram leur allumait déjà des étoiles dans les yeux.

Enfin, l'été est aussi un moment plus tranquille pour les animatrices. Ça nous

permet de tester des idées qu'on n'a pas le temps de mettre en œuvre pendant l'année. Certaines activités d'été qui marchent bien se poursuivent de manière plus structurées pendant l'année, comme ça a été le cas avec le yoga.

La dynamique est totalement différente pendant l'été. À Molenbeek, nous recevons tout de même en moyenne entre 30 et 60 femmes. C'est un moment où de nouvelles personnes nous rejoignent parce qu'elles sont plus disponibles,

elles prennent un peu plus de temps pour elles et en profitent pour découvrir ce qu'il y a de nouveau dans le quartier. Elles pensent à se faire plaisir. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens d'organiser une garderie. Mais nous avons aussi des collaborations avec d'autres associations du quartier qui organisent une garderie ou des activités pour enfants, ou avec lesquelles nous imaginons ensemble des événements parents-enfants.



Photo : EteVF
L'atelier vélo de Vie Féminine Bruxelles

QUAND LE MARKETING TOURISTIQUE ET FESTIF VISITE BRUXELLES

**Par Marion Alecian,
Directrice de l'ARAU
(Atelier de Recherche et d'Action Urbaines)**

Alors que les impacts négatifs du surtourisme sont désormais bien connus des villes (difficultés d'accès au logement dans les centres historiques, perte de commerces de proximité, surexploitation et privatisation de l'espace public), il serait tout à fait lucide de repenser les politiques touristiques bruxelloises à partir de l'existant, comme tout projet de ville le revendiquerait aujourd'hui. Or, à Bruxelles, les initiatives publiques actuelles, quand elles sont franchement orientées « marketing territorial », reproduisent des modèles obsolètes, contraignant fortement le droit à la ville. Petit tour d'horizon des effets pervers des politiques touristiques... Et des revendications porteuses de méthodes plus démocratiques !

Introduction : La ville habitée face aux politiques d'attractivité

Faire de Bruxelles une marque. Vendre une identité bruxelloise pour attirer les investisseurs étrangers et développer l'exportation de produits made in Brussels. Les récentes ouvertures de « Brussels Houses » à l'étranger (Milan et Barcelone en 2023) ainsi que la campagne « Dare to be Brussels¹ » promue par Visit Brussels en collaboration avec la chambre de commerce BECI, lancée la même année, confirment que la grande tendance internationale du marketing territorial est bien implantée et soutenue par les autorités bruxelloises. Ces stratégies qui utilisent l'image de la ville comme un moyen d'expansion économique en prenant le parti de figer un storytelling-type bruxellois et d'artificialiser une identité, accompagnent un mouvement parallèle et à l'œuvre depuis une vingtaine d'années dans notre ville-région : l'ambition politique de remettre Bruxelles dans la carte des city-trips incontournables, en la branchant sur le circuit des villes festives et animées.

Bruxelles s'exerce donc avec enthousiasme aux mécanismes de marketing urbain qui capitalisent sur les méthodes de city branding pour augmenter l'attractivité de la ville-région. Et cette orientation de la politique touristique bruxelloise, embarquée dans un processus bien formaté, inquiète l'ARAU pour ce qu'elle impose à la ville habitée et en ce qu'elle contrevient aux principes élémentaires du droit à la ville. Non que l'ARAU ne

partage pas l'importance de l'attractivité de la ville et de la défense de Bruxelles : c'est un des piliers de ses revendications historiques. Mais cette défense du milieu urbain s'inscrit dans une tout autre perspective : celle de favoriser une ville animée en premier lieu par ses habitants qui, en tant que citoyens, ne soient pas exclus des décisions liées aux grands projets urbains, dont culturels et touristiques. Ces principes démocratiques en mémoire, il est intéressant de mettre en exergue trois grandes tendances pour ne pas dire dérives liées aux politiques d'attractivité clairement à l'œuvre à Bruxelles tout en dégagant les pistes de réponse et d'action à mener pour rétablir un équilibre en faveur de la ville habitée !

Tendance n°1 : simplifier l'identité d'un lieu/d'un quartier/d'une ville.

Contre-projet de ville : refuser les zonings touristiques et penser la viabilité du logement

En matière de tourisme, grande est la tentation, d'un point de vue communication et planification, d'attribuer à un quartier une identité spécifique, pour jouer sur cette spécialisation et en faire une destination touristico-commerciale phare. Et nombreuses sont les villes à avoir historiquement misé sur des quartiers de musées pour répondre à des ambitions culturelles d'une part, mais aussi et de plus en plus pour rencontrer les aspirations des touristes. Enjeu : capter un maximum de visiteurs et faciliter la création rapide d'une certaine carte mentale du paysage

urbain visité. Bruxelles n'échappe pas à la règle et le quartier du « Mont des Arts » en constitue un témoignage historique plutôt précurseur, d'un point de vue toponymique. Le Plan Régional de Développement Durable actuel reprend dans ses objectifs « la promotion de l'identité spécifique des quartiers », entre autres pour la portée touristique générée par cette vision².

Si cette approche peut être intéressante quand elle est mesurée et ajustée, l'ARAU a toujours eu à cœur d'expliquer que, même culturel et touristique, un zoning monofonctionnel reste néfaste pour l'habitabilité de la ville. La concentration d'activités culturelles et muséales peut même s'avérer encore plus délétère pour la ville qu'un zoning de bureaux. Pour preuve, à Bruxelles, la densité d'habitants est encore moins importante au Mont des Arts que dans le quartier européen ! Si l'on s'accorde sur le principe que la ville ne doit pas être qu'un décor de visite ou de travail mais avant tout un lieu de vie, toute situation monofonctionnelle est anti-urbaine. Il convient donc que les autorités publiques régulent aussi cette dérive monofonctionnelle au lieu de la conforter, pour systématiquement préserver un cadre de vie habitable : logements abordables, espaces publics accessibles, commerces de proximité.

« LA CONCENTRATION D'ACTIVITÉS CULTURELLES ET MUSÉALES PEUT MÊME S'AVÉRER ENCORE PLUS DÉLÉTÈRE POUR LA VILLE QU'UN ZONING DE BUREAUX. »

La mixité des fonctions et des usages est aujourd'hui admise comme une évidence dans les objectifs de tout projet de ville. Aucune raison d'exclure les centres historiques de cette logique vertueuse. Reprenons quelques combats urbains illustrant cette revendication, au Mont des Arts justement. C'est dans cette perspective de mixité d'usages de la ville que l'ARAU a par exemple récemment (et difficilement) tenté de faire entendre sa voix pour refuser l'implantation du nouveau « musée du Chat » au Mont des Arts (entre le Musée de instruments de musique et le Palais des Beaux-Arts), pour promouvoir une vision de déconcentration muséale, qui réponde aux ambitions de décentralisation des circuits touristiques par ailleurs invoquées par les autorités régionales. C'est aussi avec cette pensée de l'inclusion de l'habitat que l'ARAU continue inlassablement de demander la reconstruction de logements le long de la rue Montagne de la Cour, entre le Musée Magritte et le Musée fin de siècle... en lieu et place de maisons historiques qui n'auraient jamais dû être démolies et de terrains qui, suite à de longues luttes, ont finalement juridiquement maintenu une fonction d'habitat. Et c'est encore avec cette philosophie de mixité d'usages que l'ARAU soutient le maintien d'une diversité commerciale, contre la généralisation des projets horeca. Une évolution

de plus en plus invasive qui s'immisce même dans des contextes de maîtrise foncière publique : le sort des bouquinistes de la galerie Bortier, propriété de la Ville de Bruxelles, priés de faire place à un projet de food court souhaité par les autorités locales, vient malheureusement, entre autres exemples, confirmer cette tendance.

Tendance n°2 : jouer sur le terrain de la branchitude et miser sur la politique festive

Contre-projet de ville : éviter la concentration événementielle et arbitrer les tensions en faveur de l'environnement habité

Tant au niveau régional que communal, cette fin de législature bruxelloise a, sans tabou et avec grande franchise, mis en évidence l'attachement des élus à l'image d'une Bruxelles festive. Le grand combat politique de ces derniers mois pour inscrire le « clubbing » au patrimoine immatériel bruxellois en danger, à protéger d'urgence, ou encore les différents soutiens publics au lobby privé du milieu de la nuit (initiative « 24HBrussels³ » soutenue par la Région) sont venu conforter encore un peu plus la grande inégalité du rapport de force entre habitants et comités d'un côté, et acteurs privés et publics du « milieu festif », de l'autre.

Tout le monde, l'ARAU compris, ne peut être que partisan de l'importance d'une ville « animée » et personne ne peut ni ne veut défendre l'image d'une ville dortoir. Une fois ce plat constat posé, il

faut rappeler que l'animation d'une ville découle en premier lieu des habitants qui y vivent ; il faut alors accepter de penser la cohabitation des fonctions et des usages de la ville. L'affronter dans sa complexité, avec les mesures politiques qu'elle implique : ne jamais accepter qu'un quartier devienne inhabitable et refuser la banalisation des nuisances environnementales sous prétexte de défense des lieux et quartiers festifs.

Or, si les élus aiment rappeler que tout l'enjeu est de trouver un point d'équilibre entre les usages de la ville, rares sont les arbitrages politiques qui viennent véritablement protéger en premier lieu les habitants. Pour des questions d'image et de communication, on préfère capitaliser sur une « coolitude ». La faible qualité des débats médiatiques sur un sujet comme celui de la fermeture possible du Fuse, boîte de nuit mythique des années 1990⁴, a montré à quel point il est complexe de défier les discours politiques jouant sur l'identité festive de Bruxelles. Le cas du Fuse est symptomatique d'une absence de soutien de la Ville envers les habitants sur les questions de nuisances sonores, déjà mise à jour par le comité de quartier Saint-Géry au début des années 2010, quartier également en proie à la pollution sonore et à la dérégulation de l'exploitation des cafés et terrasses. Le Fuse, qui niait pourtant les plaintes des habitants depuis plusieurs années et ne respectait pas les règles environnementales en vigueur, a finalement trouvé ses meilleurs avocats du côté des « responsables » politiques locaux et

régionaux qui en ont fait une affaire d'Etat ! La reconnaissance du clubbing en tant que patrimoine immatériel protégé ayant été actée en conseil des Ministres, avec une rapidité de soutien et de suivi que la patrimoine immobilier classique a quant à lui rarement expérimenté...

Autre incidence néfaste de cette vision événementielle de la ville, assez évidente mais très peu régulée : celle de son impact sur les espaces publics (dont parcs) de la Région. La Ville de Bruxelles a, ces dernières années, animé avec beaucoup de ferveur sa politique festive, pilotée entre autres par son asbl Brussels Major Events qui la rend opérationnelle, politique largement soutenue par Visit Brussels.

Les projets de rénovation d'espace public dont celle du piétonnier ont accompagné ce mouvement de plein fouet... et de plain-pied : créer des grands espaces minéralisés et sans différence de niveaux (suppression des trottoirs classiques) pour permettre l'accueil de grands événements. S'ajoute à ces transformations matérielles la constitution d'un agenda de festivités à intervalles les plus réguliers possibles, et avec le moins de vides temporels (le nombre de visiteurs étant au cœur de la motivation de cette stratégie). Les espaces publics se voient donc accaparés par une fonction répondant aux besoins et envies de visiteurs et de leurs flux, et de plus en plus souvent privatisés à cette fin, même quand la



Photo : La Bourse de Bruxelles

gratuité des événements est de mise, pour des questions de gestion et de sécurité. Les usages de l'espace public en ressortent restreints et moins libres, la flânerie moins gratuite, la fonction de séjour non mercantile de moins en moins confortable pour les habitants. Sans oublier que la fonction festive est aussi venue déforcer la fonction politique et civique de la ville : la transformation des boulevards du centre ayant exclu de leurs usages possibles les manifestations ! L'impact des plaisirs d'hiver dans tout l'hyper centre ou encore ceux des festivals prenant place sur la place De Brouckère font s'élever les voix d'anciens et nouveaux comités contre la pollution et l'encombrement de l'espace public.

Face à l'expansion de cette politique événementielle, en ce compris dans les zones de quiétude que sont les parcs (Bois de La Cambre, parc d'Osseghem), l'ARAU a proposé un meilleur encadrement des grands événements, payants ou non, par le biais d'un cadastre événementiel qui permettrait de mieux répartir dans le temps et dans toute la Région l'occupation des lieux publics. L'idée n'étant pas de décentraliser les nuisances, le cadastre doit impliquer les habitants et permettre de répondre à leurs plaintes. Il convient de ne pas exclure les citoyens bruxellois de cette fabrique culturelle de la ville, ce qui permettrait sans nul doute de gagner en qualité et diversité.

Tendance n°3 : miser sur les grands projets et des « effets Bilbao » revisités

Contre-projet de ville : exiger un débat public et de la transparence sur tous les grands projets culturels

On se souvient (pour certains) des nombreux débats bruxellois autour de la re-création et d'une nouvelle implantation d'un musée d'Art moderne, autour des années 2010 : face aux multiples propositions politiques et aux visions architecturales mégalos (entre autres du côté du Cinquantenaire) débattues en toute opacité, l'ARAU a toujours plaidé pour un entretien de l'existant et une meilleure exploitation (réouverture au public...) des collections d'Art moderne difficilement abritées aux Musées Royaux des Beaux-Arts⁵. Faute d'accord et de moyens, la situation a continué de s'empirer pour les collections d'Art moderne pendant les quinze dernières années, mais le gouvernement bruxellois s'est finalement accordé en 2016 et en huis clos à investir dans la réhabilitation de l'ancien garage Citroën au profit d'un grand projet culturel exemplaire, « Kanal », de nouveau sur base d'une recette déjà un peu ancienne plus ou moins assumée, celle de « l'effet Bilbao » : créer une nouvelle infrastructure culturelle d'envergure internationale (musée Guggenheim) pour provoquer une revitalisation d'un territoire présumé en déshérence. Sans s'attarder sur la pertinence du programme urbanistique et culturel de ce projet, c'est l'absence de transparence sur le montage du projet qui est fort critiquable. Fruit d'une décision politique, ce grand projet urbain n'a jamais été débattu publiquement ou fait l'objet de réunions d'informations en amont de

l'investissement. Ne serait-ce que par son coût (on parle actuellement de près de 400 millions d'Euros), et son empreinte sur la ville (superficie de près de 40.000m²) Kanal aurait mérité une plus grande participation citoyenne. D'autant plus que c'est bien grâce à un travail de sensibilisation associatif et citoyen que le garage a historiquement échappé à la démolition...

Inauguré en septembre 2023 dans la Bourse, le Belgian Beer World ne découle pas d'une meilleure maturation démocratique. Si la majorité politique se complait dans le constat que ce bâtiment emblématique ait enfin été « rendu aux Bruxellois », la critique est cependant assez unanime, côté citoyens bruxellois, sur l'absence de pertinence quant au choix d'affectation en musée de la bière. Une fonction touristique qui n'est d'ailleurs aujourd'hui plus réellement mise en avant par le politique (aveu d'échec ?), pour faire plus de place, dans les discours, à un autre pan du projet, à savoir la création d'une galerie passante publique des boulevards du Centre à la Grand Place.

Dans un débat électoral sur le patrimoine, fin mai 2024, le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles se félicitait de cette restauration de la Bourse en signalant que le plus complexe, pour un bâtiment à valeur historique, est de trouver une nouvelle affectation et les moyens financiers qui la permettent. Pourquoi donc se priver

« LES ENJEUX SUR LA DESTINATION ET LA VIABILITÉ D'UN LIEU INTÉRESSE ET CONCERNE LE CITOYEN BRUXELLOIS. »

d'un débat public sur le sujet ? Pourquoi, au lieu d'avoir directement négocié avec les Fédération des brasseurs belges, ne pas avoir inclus les habitants dans la définition d'un projet véritablement culturel ? A l'heure où l'attractivité du musée

de la bière est loin d'être évidente, cette question mérite d'être à nouveau posée, au cas où un nouveau programme serait envisagé. Les enjeux sur la destination et la viabilité d'un lieu, qui plus est emblématique et d'envergure régionale, intéresse et concerne le citoyen bruxellois. Certains avaient projeté un musée du capitalisme, l'ARAU y voyait une fonction politique (le parlement ou gouvernement régional).

Le contexte de travail sur « Brussels 2030 » bicentenaire de la Belgique et peut-être capitale européenne de la culture invitent à sérieusement réfléchir sur les objectifs et le public visé. Les premières initiatives mises en place (« Brussels 2030 Summer Assembly⁶ ») vont plutôt dans le bon sens. Comment remettre la ville habitée au cœur de ces programmes culturels ? Probablement en prenant le parti de capitaliser sur les ressources associatives et citoyennes déjà-là et qui font la richesse première du tissu culturel bruxellois !

Conclusion – Pour une fabrique touristique à partir de l'existant !

La richesse et pluralité du patrimoine matériel et immatériel bruxellois ne

nécessitent pas de créer de nouveaux musées phare ou geste architecturaux forts, mais ont surtout besoin d'un investissement public dans l'entretien et soutien à l'existant. Le mantra urbanistique « faire la ville sur la ville », dans une optique de sobriété et de résilience, doit aussi s'appliquer au tourisme et aux politiques d'attractivité de la ville. L'ARAU s'y est engagé depuis 55 ans en développant un tourisme urbain alternatif et engagé : la création de visites guidées critiques vues comme un outil d'amélioration de l'environnement habité et d'approfondissement du contrôle démocratique. Développons donc une marque de fabrique non-artificialisée de Bruxelles pour qu'elle reste un lieu de vie accessible et un outil d'émancipation sociale. La ville habitée avant la ville visitée, c'est nourrir en interne une fierté de sa ville, qui alimente de fait et durablement son attractivité !

1. « Les villes du monde entier se font de plus en plus concurrence pour attirer les talents, les investissements et les touristes. C'est pourquoi, en 2021, la Région de Bruxelles-Capitale a lancé un projet ambitieux de marketing territorial et de branding. 18 mois de recherche, d'analyse de la concurrence, de travail avec différentes parties prenantes et citoyens ont été nécessaires pour créer une plateforme de marque stratégique. A Bruxelles, nous vous mettons au défi d'être vous-mêmes : « we dare you to be yourself ». Ce site présente notre nouvelle marque internationale et tous ses outils pratiques. Il est conçu pour aider les bruxellois et les partenaires impliqués dans la promotion de la ville à raconter l'histoire de Bruxelles d'une seule et même voix. <https://www.internationalbrand.brussels/fr/home>
2. « Parmi les différentes actions à entreprendre en matière de tourisme, à travers un large partenariat avec les acteurs publics et privés concernés, il convient de poursuivre la promotion de certains quartiers en leur donnant une identité spécifique : « quartier de la mode », « quartier de l'Art nouveau », « quartier européen », « quartier du centre-ville », « le Heysel » (Neo) ou encore le « quartier des musées. » (p.98 du PRDD) https://perspective.brussels/sites/default/files/documents/prdd_2018_fr.pdf
3. <https://www.citytools.be/fr/24hbrussels>
4. « affaire » en 2023 : <https://www.arau.org/fr/le-droit-a-la-ville-nest-pas-a-vendre-et-la-sante-des-habitants-nest-pas-negociable/> <https://www.arau.org/fr/lexpropriation-ou-comment-evacuer-la-recherche-de-la-cohabitation/>
5. Voir l'analyse de l'ARAU de 2011, « Bruxelles-Bilbao, même combat ? » <https://www.arau.org/fr/tout-projet-de-nouveau-musee-d-art-moderne-doit-d-abord-faire-l-objet-d-un-debat-public-dans-lequel-le-point-de-vue-regional-doit-s-affirmer/>
6. <https://molenbeekforbrussels2030.eu/fr/participez-a-la-brussels2030-summer-assembly-2023/>

À QUOI SERVENT LES JO ?

Par **Renaud Duterme**

Les Jeux olympiques de juillet prochain semblent bien éloignés des injonctions à la sobriété clamée par Emmanuel Macron il y a quelques mois. Mais au-delà de ses conséquences sociales et écologiques, ce giga évènement s'inscrit avant tout au sein d'une certaine vision de la ville, très entrepreneuriale et de plus en plus déconnectée des besoins des habitants.

À quelques mois des Jeux olympiques de Paris, l'effervescence est palpable dans la capitale française. On construit, on détruit, on rénove, on transforme, on nettoie (y compris socialement). Tout doit être parfait pour la cérémonie d'ouverture, véritable vitrine pour le monde entier. Mais, au-delà du « rayonnement culturel » que constituerait cet évènement, c'est avant tout des retombées économiques qui sont attendues. Alors, les grands évènements sportifs, une nécessité pour un capitalisme en crise ?

La solution spatiale de David Harvey

Parmi les nombreuses contradictions propres au capitalisme, il en est une permettant d'expliquer la focalisation des autorités pour les grands projets urbains : la nécessité pour le capitaliste de réduire ses coûts de production (en particulier via la baisse des salaires, la mécanisation et/ou les délocalisations) impose de facto des limites à l'écoulement de sa production. Les revenus du travail constituant la source principale des débouchés pour les marchandises produites, il s'ensuit un décalage entre des capacités de production trop importantes et un marché qui arrive à saturation. Bien entendu, cette saturation émerge également par des limites intrinsèques à la consommation (un ménage ne construit pas une nouvelle maison tous les ans).

Historiquement, le capitalisme fait face à cette situation de différentes façons, telles que la crise proprement dite (qui va détruire les surcapacités de production);

l'évolution technologique et la généralisation de nouvelles inventions (voiture individuelle, électroménager, appareils électroniques, etc.); le recours aux crédits (qui augmente le poids de la finance par rapport à l'économie dite réelle); l'obsolescence programmée; la guerre (fabrication d'armes, de véhicules, reconstruction des infrastructures détruites).

La conquête de nouveaux espaces permet également de surmonter cette contradiction. Pour faire simple, le Capital va chercher ailleurs les conditions de son surprofit, qu'il ne parvient plus à satisfaire ici. Le géographe David Harvey a mis en évidence cette «solution spatiale»¹ : «On peut, au moins de façon temporaire, remédier aux crises de suraccumulation par des déplacements temporels (projets à long terme comme des grands travaux publics) ou par une solution de mise en espace, consistant à disperser ou à exporter les excédents de capital et de travail dans des espaces nouveaux et plus rentables² ».

L'urbanisation à la rescousse du capitalisme

Toujours selon Harvey, le développement des villes joue le même rôle que la conquête de nouveaux marchés, à savoir servir de débouchés pour absorber la surproduction inhérente à la logique capitaliste. Prenant les exemples de Paris au XIXe siècle et New York à partir des années 1940, il explique comment la transformation profonde des villes a

contribué à résoudre le problème des surplus de capital et de travail.

De la même façon, la vague de périurbanisation qui balaye une partie du monde depuis plus d'un demi-siècle aurait contribué à stabiliser le capitalisme par le même procédé, notamment via la généralisation d'infrastructures et de biens nécessaires à ce type d'habitat (logements, routes, voitures individuelles, électroménager, hausse de la consommation de pétrole en raison de l'augmentation des distances à parcourir, etc.), lesquels nécessitent en amont l'extraction massive de ressources, la fabrication de composants et donc l'emploi de millions de travailleurs (ce qui contribue, comme le fait d'accroître le nombre de propriétaires, à garantir une certaine paix sociale).

Dans son stimulant ouvrage *Metropolis*, Ben Wilson va jusqu'à affirmer que « l'agglomération suburbaine constitue le monument approprié pour célébrer le triomphe du capitalisme et de la mondialisation. Ses étendues riches et vastes étant le reflet d'une culture de la consommation vorace, qui promet d'accomplir tous nos désirs et dont le principe moteur est l'idée d'une croissance sans limite³ ».

Ce phénomène se poursuit à l'heure actuelle. Pour David Harvey, l'urbanisation (et la périurbanisation) de la Chine est un des éléments qui permettent une stabilisation du capitalisme en employant les immenses capacités de production non

seulement chinoises mais aussi d'autres régions du monde (production de ciment, besoins de matières premières, de biens d'équipement, d'infrastructures, etc.)⁴.

On retrouvait déjà cette analyse sous la plume de Lewis Mumford, pour qui « l'impératif du profit exige une rotation continue, la construction d'immeubles de rapport plus rentables que les précédents ». Et le grand historien de la ville d'ajouter : « Abattre et reconstruire, tel est le rythme nouveau de l'urbanisme du XXe siècle, et le rôle du capitalisme paraît être de liquider le réceptacle ancien⁵ . »

Et les JO sauveront l'économie française

Ces éléments expliquent la focalisation de nombreux pouvoirs publics sur ce qu'on a coutume d'appeler les Grands projets inutiles et imposés (GPPI : stades, centres commerciaux, aéroports, hôtels et résidences de luxe, etc.). Ceux-ci permettent aux capitaux d'être réinvestis (notamment à travers les partenariats public-privé) mais constituent également une importante source de débouchés pour de nombreux secteurs. Parmi ces dernières figures bien entendu celui du bâtiment, à travers la destruction, la construction et la rénovation de quartiers, d'infrastructures et de voies de déplacements (routes, lignes de transport, etc.).

Photo : Biodôme
« Le biodôme de Montréal, vélodrome olympique, musée... et surtout gouffre financier. »



Dans le cadre des Jeux olympiques, on peut ajouter le tourisme (près de 15 millions de visiteurs attendus pour l'édition parisienne), la publicité (nombreux contrats passés avec de grandes marques), l'équipement sportif, sans oublier la sécurité. Car il semblerait bien que, à l'instar d'autres événements (pandémie de COVID-19, attentats, etc.), ces Jeux constituent un prétexte pour déployer toutes les prouesses de ce que l'industrie sécuritaire a de mieux (ou de pire ?) à offrir : technologies de surveillance, caméras, drones, bornes biométriques, sans oublier des lecteurs de codes QR à tous les coins de rue.

Marketing urbain et exclusion sociale

Cette façon de concevoir l'aménagement du territoire à grands coups de projets aussi spectaculaires que gigantesques s'inscrit in fine au sein d'un contexte de compétition entre villes. Celles-ci cherchent à se rendre de plus en plus attractives pour les catégories les plus mobiles telles que les investisseurs et les individus les plus fortunés mais aussi les touristes, les chercheurs ou les étudiants. Comme l'écrit le géographe Philippe Subra, «le territoire (...) est de plus en plus perçu comme un produit qu'il faut savoir vendre, en le dotant de nouveaux atouts et en travaillant son image, pour le rendre plus attractif sur le « marché des territoires » devenu très concurrentiel⁶ ».

Lewis Mumford allait déjà dans le même sens à la fin des années 1980 quand il écrivait : « Toutes les institutions de la cité subissaient l'influence des normes des usines et du marché. Une cité ne pouvait se fixer d'autres objectifs, pensait-on, que d'avoir le plus grand musée, la plus grande université, le plus vaste hôpital, la plus importante place bancaire, le plus grand des grands magasins. » Il n'aurait su mieux décrire ce qui s'est dès lors généralisé à l'ensemble du monde : « Les grandes métropoles (...) avaient favorisé l'instauration d'une économie de production quantitative, sans se préoccuper le moins du monde de lui assurer un rythme régulier de développement, ainsi qu'une répartition équitable de ses produits⁷ . »

Ironie du sort, il semblerait que ça soit le Paris haussmannien qui inaugure cette façon de concevoir la ville « pour enchanter et combler de plaisir les visiteurs étrangers », via la construction d'hôtels majestueux, de grands magasins et autres bâtiments imposants destinés à devenir des attractions touristiques. Marx accusant d'ailleurs Haussmann d'avoir rasé la ville historique pour « faire de la place aux touristes⁸ ».

Et tant pis si ces projets urbains renforcent l'inégalité au sein de la ville. D'une part parce que « les fonds publics sont retirés de programmes universels au profit de projets territorialisés⁹ ». Et d'autre part via l'éviction de catégories sociales ne faisant pas partie de l'image de marque que la ville veut projeter à

l'échelle mondiale. Destruction de tours de logements, démantèlement de camps de sans-abris, expulsion de migrants d'immeubles squattés et hausse des loyers vont indéniablement accentuer le phénomène de gentrification qui gangrène déjà la plupart des grandes villes.

Quel avenir pour ces grands évènements ?

À l'heure où les enjeux climatiques et écologiques impactent déjà sérieusement nos territoires et nos économies, il est plus que temps de questionner cette logique de gigantisme et surtout d'envisager des évènements organisés autour d'une véritable sobriété mais aussi s'accordant davantage avec les besoins présents et futurs des habitants. S'il est sans doute trop tard pour transformer les Jeux de Paris, gageons qu'ils constituent une prise de conscience pour d'autres populations confrontées à ces politiques urbaines tape-à-l'œil et contribuent à de futures mobilisations populaires empêchant l'organisation de tels projets.

Rappelons d'ailleurs que l'attribution des Jeux à la ville de Paris n'a véritablement fait l'objet d'aucune consultation populaire et fait notamment suite au refus de plusieurs municipalités (et surtout de leur population) d'accueillir cette grande messe¹⁰.

1. Le terme anglais mobilisé par Harvey est «spatial fix».
2. David Harvey, Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique, Syllepse, 2010, p.219.
3. Ben Wilson, Metropolis. Une histoire de la plus grande invention humaine, Passés composés, 2024, p.378.
4. David Harvey, Le capitalisme contre le droit à la ville, Amsterdam, 2011, p.18.
5. Lewis Mumford, La Cité à travers l'histoire, Agone, 2011, p.640.
6. Philippe Subra, Géopolitique de l'Aménagement du territoire, Armand Colin, 2018, p.35.
7. Lewis Mumford, op. cit., p.742
8. Ben Wilson, op. cit., p.265
9. Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (dir.), Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain, Les Prairies Ordinaires, 2014, p.152.
10. Jade Lindgaard, Paris 2024. Une ville face à la violence olympique, Divergences, 2024, p.36.

**ILS N'ARRIVERONT
JAMAIS À DÉTRUIRE
NOTRE ESPOIR,
NOTRE FORCE,
NOTRE COURAGE**

**Carte blanche à Jaïda E.
Militante palestinienne originaire de Gaza**

Mon cœur s'est arrêté quand j'ai vu le tank israélien détruire le panneau «I LOVE GAZA».

Il y avait un tunnel en-dessous? Quel est l'intérêt de détruire un panneau? Ceux qui doutent encore que l'intention du gouvernement israélien est de voler et coloniser Gaza sont juste aveugles.

Je me souviens encore de mon sentiment il y a quasi deux ans, quand j'ai vu ce panneau après 39 heures de route depuis le Caire.

J'ai tout de suite demandé à mon oncle de me prendre en photo à côté.

J'étais tellement heureuse que mon pays aussi ait ça dans ses villes.

Moi dont le pays n'était pas reconnu par tous, moi qui n'avais pas le droit de m'y rendre quand je voulais.

Je n'oublierai jamais ce sentiment d'espoir et de fierté d'être prise en photo là, tout en pensant à mon père décédé depuis trois mois à peine qui me souriait, heureux que je sois arrivée dans sa ville comme on l'avait préparé pendant des mois.

Et hier, je vois ces images, mon cœur s'arrête et je me mets à pleurer toutes les larmes de mon corps.

Derrière toutes ces destructions, ils essayent de détruire notre espoir, notre force, notre courage, notre persévérance.

Sauf qu'ils n'y arriveront pas. Ils ont réussi à faire l'inverse, ils nous poussent à persévérer encore plus. Car notre peuple n'a jamais baissé les bras et car ce qui se passe depuis sept mois a réveillé toute la planète!

Je crois en un jour où on reconstruira ce panneau et où je reprendrai une photo à côté.

En un jour où ce panneau sera à l'entrée de chacune de nos villes.

Il leur est facile de détruire des objets.

Il leur est facile de tuer des humains mais ce qu'ils n'arrivent pas à détruire et n'arriveront JAMAIS à tuer c'est l'espoir, la force, le courage, la volonté des Palestiniens.

Chaque nouvelle génération est éduquée par l'ancienne, on sait d'où on vient, on connaît notre histoire, on a grandi avec tout ça et en ce moment ces nouvelles générations sont témoins de nouvelles atrocités. Ils se trompent s'ils pensent qu'ils vont leur faire peur et leur faire accepter de laisser tomber notre pays, nos droits et nos demandes. Bien au contraire

ALORS DÉTRUISEZ TOUT CE QUE VOUS VOULEZ, NOUS, ON RECONSTRUIRA.



Photo : Jaida

**« LES VOIX DES
TRAVAILLEURS AU NOIR
SONT TROP FORTES
POUR QUE LE MONDE
LES ENTENDE »**

**Carte blanche à Ali Oumalk
Travailleur de plateforme et militant à la
Maison des livreurs de Bruxelles**

Il est étrange que l'humanité souffre dans les pays européens qui chantent la démocratie et le respect des principes des droits de l'homme ...

Ces mêmes pays souffrent aujourd'hui d'injustice en manquant de valeurs humaines basiques, de sorte que les migrants en situation irrégulière sont toujours couchés sur les trottoirs et ne peuvent s'abriter que dans le ciel.

Les voix des travailleurs au noir sont trop fortes pour que le monde les entende.

Dans le même ordre d'idées, ceux qui travaillent sur Uber et d'autres plateformes sont toujours à la merci de l'esclavage les enchaîne à la précarité.

Les récentes grèves des livreurs reflètent l'ampleur des souffrances endurées par ces travailleurs. Ce qui ébranle leurs cœurs, c'est le silence absolu qui entoure cette question.

La plupart des travailleurs des plateformes sont des immigrants légaux en situation régulière. Ce n'est pas une raison pour les asservir et les laisser sans solution... après tout, ce sont des êtres humains et ils ont le droit de jouir de leur dignité.

Ce qui est encore plus étrange, ce sont les permis d'exister délivrés par certains

partis à travers les lois qu'ils adoptent à l'encontre des espoirs et des aspirations de ces personnes. Je veux bien sûr parler de la campagne à venir pour, encore plus, les arrêter et les renvoyer de force dans leur pays d'origine, quel que soit leur statut.

Les organisations humanitaires et la société civile de défense des droits humains sont silencieuses.

Alors que les livreurs crient sur de multiples plateformes, des lois injustes se dressent contre eux, comme si le vent de leurs cris s'opposait à leurs demandes, tel un homme qui se noie dans une mer sombre, impuissant et sans défense.

Tout ce qui arrive aux migrants et aux réfugiés en Europe en général appelle les organisations et les associations de défense des droits humains à intervenir immédiatement pour faire cesser cette mascarade qui ne signifie rien d'autre qu'une violation manifeste de toutes les conventions internationales...

Ces gens ne sont pas des criminels, ils sont venus par des voies inhumaines pour rejoindre l'Europe afin de retrouver la lueur d'espoir et de vie qui s'est perdue en eux depuis un certain temps, et rien d'autre.



Photo : AliOulmak



Manifestation nationale contre le racisme 24.03 - Crédits: Collectif Krasnyi - Dominique Botte

